

Crise économique et sociale

# La note dégradée de Fitch Ratings à la junte putschiste

Par Jean Michel Sylvain

« **L**e Gabon fait désormais partie de la catégorie des pays où il n'est pas conseillé d'investir ». C'est le sens à donner à la note B+ avec perspectives négatives que l'agence de notation Fitch Ratings vient de lui attribuer. On comprend que le responsable de l'économie de la junte militaro-putschiste ait choisi de faire « profil bas ». Pour une fois, Régis Immongault Tatangani a donné l'impression d'avoir pris la mesure du risque. Avant de laisser le Conseil des ministres de jeudi dernier publier un communiqué surréaliste d'autosatisfaction sur l'économie gabonaise, il a réuni les principaux directeurs de son administration. Les yeux dans les yeux, il leur a exprimé ses craintes et leur a demandé « d'être inventif » pour faire face à cette crise. Un vœu pieux, quand on sait que le chef de la junte a épuisé toutes les marges de manœuvres. Le

niveau des dépôts auprès du système bancaire (banques commerciales et banque centrale) a baissé dangereusement, passant selon les indications de Fitch, de 1,7 milliards de dollars en 2014 à 880 millions de dollars en mai dernier. La folie financière liée à l'élection présidentielle étant passée par là, il faut craindre qu'aujourd'hui, il n'en reste plus rien. Du côté de la dette, un levier qui aurait pu donner du souffle à l'économie en attendant des jours meilleurs, ce n'est guère mieux. Le taux d'endettement est de 48% du produit intérieur, selon l'agence Fitch. Il devra atteindre 58% d'ici 2018. Cette explosion de la dette, due « aux recours accrus aux avances statutaires de la banque centrale, aux émissions sur les marchés locaux et internationaux et aux emprunts bilatéraux et multilatéraux... », intervient dans une période de forte contraction du produit intérieur brut. Ce qui fait que le ratio des paiements d'intérêt par rapport aux recettes publiques est passé à 9,6%

en 2015. Il était de 4,7% en 2014. Il devra dépasser 12,6% en 2018, estime Fitch.

Pour relever un tel défi, « il faut une main tendue » de l'extérieure. C'est l'option qui est conseillée aux pays en crise, sans marge de manœuvre pour se relancer. La Côte d'Ivoire et le Mali notamment, ont su bénéficier de ces appuis directs. Or, le propre d'une junte militaro-putschiste est qu'elle se coupe de fait des démocraties internationales, seules à même de voler à son secours. Les Américains viennent de le lui faire savoir en interdisant tout contact avec les officiels de la junte putschiste. Il ne fait pas de doute que l'administration Obama, sur cette lancée, va déconseiller les groupes financiers américains de venir au chevet de BOA. L'Union européenne va faire de même. Le rapport de ses observateurs venus suivre le processus électoral, attendu pour ce 31 octobre, va contraindre l'Europe à réduire au minimum les contacts financiers avec la



junte militaro-putschiste, au nom des valeurs démocratiques. Il ne pourra plus compter que sur son « ami chinois ». Celui-ci n'est pas encore au bout des projets du pont d'Omboué et des stades liés à la coupe d'Afrique des nations de football. Pas si sûr qu'une sollicitation de la junte pour recevoir du cash de sa part puisse être satisfaite.

Reste la France. Elle a une attitude ambiguë qui est passée de la fermeté à « on va encore faire comment ». (Lire l'interview de Robert Bourgi). Va-t-elle décider de « s'impliquer un peu plus » au-delà de l'effort

financier déjà fourni par Total pour soutenir la junte ? Rien n'est moins sûr. Mais on voit mal comment Paris peut, tout seul, se désolidariser d'une décision européenne qui sera prise à la lumière du rapport des observateurs. Cela risquerait de l'isoler dans l'Union, au moment où elle a besoin de la solidarité de tous, pour l'appuyer dans sa bataille contre la Russie à l'Onu.

Par ses priorités budgétaires fantaisistes, le chef de la junte décourage également toutes les bonnes volontés qui, en dépit des massacres, veulent venir à son secours. Tout le monde

n'est pas le groupe Total, qui accepte de sponsoriser une vaste opération de distribution de pots-de-vin sous couvert de la Can.

Les bienfaiteurs potentiels souhaitent que leurs contributions atteignent leurs cibles. A savoir les populations de base. Or, la gouvernance de BOA, chef de junte militaro-putschiste, n'a pas pour cible les besoins de la population. Mais exclusivement la satisfaction des caprices enfantins du chef de la junte. L'état, tout doucement se resserre autour de BOA.